

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 00001/AONO/MINTSS/CIPM/2026
du 27/07/2025 pour l'acquisition de six (06) motos de liaison pour les services centraux et déconcentrés du MINTSS.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la redynamisation de l'inspection du travail, le Ministre du travail et de la Sécurité Sociale lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition de six (06) motos de liaison pour les services centraux et déconcentrés du MINTSS.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent la fourniture de six (06) motos de liaison pour les services centraux et déconcentrés du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ainsi que les accessoires de sécurité comprenant également six (06) Casques de protection, six (06) paires de gants de protection, six (06) antivols.

3. Tranches /Allotissement

Le présent appel d'offres est non alloti.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de onze millions (11 000 000) FCFA TTC.

5. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

Le lieu de livraison est le Garage Administratif Central de Yaoundé.

6. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais spécialisées dans les prestations similaires.

Toutefois, sont automatiquement exclus à la participation du présent appel d'offres tout soumissionnaire d'un marché au MINTSS au cours des cinq (05) dernières années dont la défaillance à exécuter sa prestation est dûment constatée.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire N°60-41-421-0-32000002-0412-524311.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la soumission *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans

la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à deux cent vingt mille (220.000) F CFA représentant 02 % du montant TTC valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : Pour être valable, la caution présentée doit être accompagnée du titre émis par l'institution financière agréée et du récépissé de consignation délivré par la CDEC.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à la Direction des Affaires Générales du MINTSS aux heures ouvrables, Service des Marchés Publics, porte 111, téléphone : 222 22 38 74, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, *service des Marchés Publics, porte 111, téléphone 222 22 38 74* dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat du DAO* de cinquante mille (50.000) francs CFA (1), payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

**« Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°...../AONO/MINTSS/CIPM/2026
du 28/05/2026 pour l'acquisition de six (06) motos de liaison pour les services
centraux et déconcentrés.**

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement" »

- L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **28 MAI 2026** à 13 heures.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

(1) Arrêté fixant les frais d'achat du DAO

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques, financières aura lieu le **28 MAI 2026** à 14 heures par la Commission de Passation des Marchés *du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale* dans la salle de de conférences (Porte 117) sise au bâtiment central du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- de la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins huit (08) critères essentiels sur dix (10) ;
- du non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO,
- Le non-respect des caractéristiques majeures du présent DAO ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de la lettre de soumission.
- de l'absence de la charte d'intégrité
- de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental
- Non-respect du format de fichiers des offres.

Les caractéristiques majeures sont :

- Type de Moteur : Monocylindre, 04 temps, simple arbre à cames en tête, 02 soupapes
- Cylindrée (Cm³) \geq 110 ;
- Empattement (mm) \geq 1255 ;
- Garde au sol (mm) \geq 175 ;
- Capacité du réservoir (L) \geq 7.20.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels sont ceux qui portent sur la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations du présent Appel d'Offres.

Cette évaluation se fera de manière binaire (OUI/NON) avec un minimum de respect de 80 % de l'ensemble des critères essentiels à la qualification des soumissionnaires. Lesdits critères porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire concernant le matériel roulant déjà effectuées pendant les cinq (05) dernières années avec documents justificatifs (joindre les copies des contrats signés et enregistrés comprenant la première et la dernière page et PV de réception provisoire et définitive certifiant la bonne exécution des prestations) ;
- le respect des caractéristiques techniques majeures ;
- le calendrier de livraison ;
- la capacité financière d'un montant minimal de trois millions trois cent mille (3 300 000) F CFA délivrée par une institution financière de premier ordre ;
- *les preuves d'acceptations des conditions de la Lettre-commande (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP) et les spécifications techniques paraphés et signés à la dernière page) ;*

- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange pendant un (01) an, atelier de réparation, assistance technique pendant une durée minimal de six (06) mois et garantie de la fourniture pendant (06) mois) ;
- de l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de commande publique durant les trois (03) dernières années ;
- du non-respect de 80 % des spécifications techniques mineures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO, soit 15 critères mineures sur 19 ;
- le chiffre d'affaires annuel selon le bilan certifié ou la déclaration statistique et fiscale.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du MINTSS, Service des Marchés Publics, porte 111, téléphone : 222 22 38 74 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publicontracts.cm>.

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 20 AVR 2026

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Maître d'Ouvrage.
- Président CIPM ;
- Affichage chrono



Grégoire OWONA



OPEN INVITATION TO TENDER

National Open Invitation To Tender No. 0001 /AONO/MINTSS/CIPM/2026 of 20 AVR 2026
to acquire Six (06) liaison Motor cycles for Central and Devolved Services of MINTSS.

1. Purpose of this Invitation to Tender

As part of the revitalisation of the labour inspectorate, the Minister of Labour and Social Security launches a National Open Invitation for Tenders for the acquisition of six (06) liaison motorcycles for the central and devolved Services of MINTSS.

2. Nature of Provisions

The Provisions covered by this consultation include the supply of six (06) liaison motorcycles for the central and devolved services of the Ministry of Labour and Social Security as well as safety accessories also including six (06) protective helmets, six (06) pairs of protective gloves, six (06) locks.

3. Tranches/Allotment

This Invitation to tender is not allotted.

4. Estimated Cost

The estimated cost upon completion of prior studies amounts to FCFA Eleven Million (11,000,000). All taxes included.

5. Estimated delivery time and location

The maximum time limit set by the Project Owner for the delivery of the above-mentioned equipment is of Ninety (90) calendar days.

This period runs from the date the Service Order is notified for the commencement of services.

The delivery location is the Central Administrative Garage in Yaoundé.

6. Participation

Participation in this call for tenders is open to companies under Cameroonian law specialised in similar services.

However, any bidder who has been awarded a contract with MINTSS during the past five (05) years and whose failure to fulfil its obligations has been duly established, shall be automatically excluded from participating in this tender.

7. Funding

Provisions of this invitation to tender shall be funded by the Public Investment Budget of the Ministry of Labour and Social Security for the 2026 Financial Year under the budgetary head No. 60-41-421-0-32000002-0412-524311.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is on line submission.

9. Bid Bond

Each bidder must enclose with their administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by an organisation or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which is included in document 14 of the tender documents, for an amount of two hundred and twenty thousand CFA (220,000) CFA francs, representing 2% of the total amount including all taxes included, and valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

Failure to provide a bid bond issued by a first class bank or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts will result in the outright rejection of tender. A bid bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be deemed absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible. **NB:** To be valid, the deposit bond must be accompanied by the certificate issued by the approved financial institution and the deposit receipt issued by the CDEC.

10. Consultation of the Tender File

The hard copy can be consulted free of charge at the Department of General Affairs of the MINTSS during working hours, Public Contract Service, Room 111, telephone: 222 22 38 74, as from the publication of this invitation.

It can also be consulted on line through the COLEPS Platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP Website (<http://www.arpmp.cm>).

11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the tender file can be obtained from the Ministry of Labour and Social Security, Public Contract Services, Room 111, telephone 222 22 38 74 upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of the purchase costs of the DAO of fifty thousand (50,000) CFA francs (!), payable at the Public Treasury.

It is also possible to obtain the soft copy of the DAO by downloading it free of charge from the above addresses. However, submission by electronic means is subject to payment of the DAO purchase dues.

12. Submission of Bids

Each Bid shall be drafted in English or French. 0 0 0 0 0 1
"National Open Invitation to Tender No. 0 0 0 0 0 1 /AONO/MINTSS/CIPM/2026
of 28 MAY 2026 for the acquisition of six (06) liaison motorcycles for Central
and Devolved Services.

"To be opened only during the bid-opening session"

- The bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 28 MAY 2026 at 1:00 pm, local time.

A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy", in addition to the above mention, within the time limit set.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will be allowed through the platform and thereby constituting the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the financial Offer.

The formats allowed are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures

Applicants must use zipped software to reduce the size of the files to be transmitted.

¹Order setting the purchase costs of the DAO

13- Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer shall be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following documents shall be declared inadmissible by the Project owner:

- Envelopes bearing details of the identity of bidders,
- submissions received after the specified deadlines.
- envelopes without an indication of the identity of the Invitation to tender;
- Envelopes non-compliant with the submission template

Any bid not meeting the requirements provided in this Invitation and of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the Bid Bond issued by a first-class institution or bank approved by the Ministry of Finances to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with templates of the Consultation file will lead to the outright rejection of the bid with no possible appeal.

A bid bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be deemed absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

14-Opening of bids

The opening of Bids shall take place only once.

In any case, the opening of administrative documents as well as technical and financial tenders will take place on 28 MAY 2026 at 2 p.m. prompt, by the Ministerial Tender Board of the Ministry of Labour and Social Security in the Conference Hall of MINTSS, Room 117.

Only bidders or one of their duly mandated representatives shall be called upon to attend that ceremony even for Group of enterprises.

For the file not to be rejected, required administrative documents shall be duly provided in originals or in certified true copies signed by the competent service or authorities, in accordance with Specific Rules and Regulations laid down by this invitation notice. They shall not be older than three (03) months as from the original deadline of the submission of bids or shall not be established after the effective and closing date of this invitation notice.

If any administrative document is missing or is not compliant during the bid-opening session. After a period of 48 hours granted by the Board, the bid will be declared inadmissible.

15- Evaluation criteria

15.1 Elimination Criteria

Failure to comply with any of these criteria will result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- the absence of a tender bond at the opening of bids;
- non-production beyond the 48-hour deadline after the opening of bids of an administrative file deemed non-compliant or missing during the bid-opening session (except for the tender bond);
- false statements, fraudulent manoeuvres or falsified documents;
- failure to comply with at least eight (08) essential criteria out of ten (10);

- failure to comply with any of the major technical requirements set out in the technical specifications of the supplies in this Tender Document;
- non-compliance with the key technical specifications of this Tender Document;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- the absence of the submission letter.
- The absence of an integrity charter
- absence of a dated and signed declaration to comply with environmental and social clauses;
- Failure to comply with the bid file format.

Key technical specifications include:

- Engine Type Single-cylinder, 4-stroke, single overhead camshaft, 2 valves
- Engine displacement (cm³): ≥ 110;
- Wheelbase (mm): ≥ 1255 ;
- Ground Clearance (mm): ≥ 175;
- Fuel Tank Capacity (L): ≥ 7,20.

15.2. Essential Criteria

The essential criteria are those pertaining to the technical and financial capacity of bidders to execute the services covered by the tender.

This assessment shall be conducted on a binary (YES/NO) basis, with bidders required to meet at least 80% of all essential criteria to be deemed qualified. Such criteria shall, by way of illustration, include:

- The presentation of the bid;
- The bidder's experience with rolling stock over the past five (5) years, duly evidenced by supporting documents (attached copies of signed and registered contracts including the first and last pages, together with provisional and final acceptance certificates attesting to the satisfactory performance of the services);
- Compliance with the major technical specifications;
- The delivery schedule;
- Proof of financial capacity issued by a first-class financial institution, amounting to at least three million three hundred thousand (3,300,000) CFA francs;
- Evidence of acceptance of the terms and conditions of Purchase Order (Special Administrative Terms and Conditions (CCAP) and technical specifications initialled and signed on the last page)
- After-Sales Service (this includes the availability of spare parts for a period of one (01) year, a repair shop, technical support for a minimum period of six (06) months, and a supply warranty for six (06) months);
- Failing to provide an affidavit stating that the bidder has not abandoned any public contract during the last three (03) years;
- Failure to comply with 80% of the minor technical specifications set out in the technical specifications for the supplies in this tender document, i.e. 15 out of 19 minor criteria;
- Annual turnover as shown in the audited balance sheet or the statistical and tax return.

16- Awarding of the Contract

The Project Owner shall award the Purchase Order to the Bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed to be the lowest price.

17- Validity of Bids

Bidders shall remain bound to their bids during **ninety (90) days** as from the initial deadline prescribed for the submission of bids.

18- Additional Information

Additional information can be obtained from the Department of General Affairs of MINTSS, Room 111, during working hours, telephone: 222 22 38 74 or online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Fighting against corruption or malpractices

To report any corruption practices, facts or acts, please do call CONAC on 1517, the Public Contract Board (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, On 20 AVR 2026

Minister of Labour and Social Security

Copies:

- Public Contract Authority (MINMAP)
- ARMP
- Project Owner.
- President of IMTB;
- Pasting chrono



Grégoire OWONA

